

# Covid-19 : 57% des décès à l'hôpital liés à Omicron

La France enregistre plus de 250 décès quotidiens en lien avec le virus, un nombre en hausse depuis novembre

Is sont les oubliés de l'épidémie. En mars 2020 pourtant, une image-choc frappait les esprits, symbole de l'effroi de l'Europe face à la première vague de Covid-19 : un cortège de camions militaires quittait alors Bergame, en Italie du Nord, emportant les cercueils des personnes décédées.

Cette vision s'est estompée à mesure que nous apprenions, lors des vagues suivantes, à composer avec le virus SARS-CoV-2. Lassitude, accoutumance, envie de passer à autre chose... La litanie du nombre de victimes, de fait, n'est plus égrenée comme au début de la pandémie. Et les morts du Covid-19 sont devenus invisibles. « La société n'a pas envie de les voir. Ils perturbent le scénario optimiste selon lequel Omicron serait associé à une immunité collective et à la fin de la pandémie », constate le professeur Marc Leone, chef de service de réanimation à l'hôpital Nord de Marseille (AP-HM).

Pourtant, ce virus tue toujours. Entre le 17 et le 23 janvier, il a fait 1665 nouvelles victimes en France. Soit 238 morts par jour en moyenne, une croissance de 8 % par rapport à la semaine précédente. « Cette augmentation touche majoritairement les 60 ans et plus, dans l'ensemble des régions », précise Santé publique France (SPF) dans son point hebdomadaire du 27 janvier.

## Hausse mécanique

Au 28 janvier, la moyenne du nombre de décès quotidiens était de 262, une hausse plus importante de 18 % par rapport à la semaine d'avant. Mais la courbe du nombre de morts quotidiennes avec un diagnostic de Covid-19 ne cesse de grimper depuis le 19 novembre 2021, où 50 décès liés à la maladie étaient recensés. Pour mémoire, le virus a emporté 613 personnes au pic de la première vague, le 6 avril 2020. Et 551 personnes au pic de la deuxième vague, le 9 novembre 2020.

« Une image me hante, celle du camion frigorifique garé à côté de notre funéraire durant la première vague. On n'avait pas assez de place pour accueillir tous

## Service de réanimation de l'hôpital Nord de Marseille, le 31 décembre 2021.

FRANCE  
KEYSER/MYOP  
POUR LE MONDE



les cadavres, témoigne le professeur Frédéric Adnet, chef du service des urgences de l'hôpital Avicenne (AP-HP) à Bobigny. Au cours des vagues suivantes, j'ai toujours craint de voir resurgir ce camion. Il est revenu durant la quatrième vague mais depuis, je ne l'ai plus vu.»

Le nombre des morts augmente pourtant, une conséquence directe de la hausse exponentielle du nombre de nouvelles infections. « Même avec un virus moins sévère [le variant Omicron], il y a mécaniquement un nombre d'hospitalisations et de décès » qui augmente, explique Geneviève Chêne, directrice générale de SPF. Entre le 17 et le 23 janvier, plus de 358 245 nouvelles infections ont été détectées chaque jour en moyenne. Soit 3736 cas pour 100 000 habitants, un taux d'incidence en hausse de 20 % par

rapport à la semaine précédente. Une augmentation encore plus marquée chez les 80-89 ans (+29 %) et les 90 ans et plus (+31 %). La hausse a concerné toutes les régions sauf l'Île-de-France, où l'incidence a baissé de 11 %. Le pic de la vague serait-il en vue ? Ces trois derniers jours, une décade des nouvelles contaminations semble se dessiner. Mais la prudence est de mise : à la mi-janvier, le reflux espéré n'était en réalité qu'un mirage.

Quoi qu'il en soit, durant la troisième semaine de janvier, jamais une telle flambée de contaminations n'avait été observée. Et pour cause : extrêmement contagieux, le variant Omicron est devenu quasi hégémonique en France. Cette semaine-là, il était responsable de 98 % des nouvelles infections, d'après les tests de criblage réalisés par PCR.

**Entre le 17 et le 23 janvier, le taux d'incidence pour la France était de 3736 cas pour 100 000 habitants**

Certes, la moindre sévérité du variant Omicron se confirme par le fait que les nouvelles admissions en services de soins critiques ont diminué (1745, -12 %). Pour autant, la hausse des nouvelles hospitalisations s'est poursuivie (16 256, +8 %), d'où le maintien d'une pression importante sur les hôpitaux sauf en Île-de-France, où une baisse a semblé s'amorcer.

Mais les morts du Covid-19 ? Qui sont-ils aujourd'hui ? « Le variant Omicron concerne actuellement la majorité des décès hospitaliers avec Covid-19 », indique la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques du ministère de la santé (Drees), dans un rapport publié le 28 janvier. Entre le 17 et le 23 janvier, le variant Omicron concernait 99 % des tests PCR positifs ; 88 % des entrées hospitalières conventionnelles ; 79 % des admissions en soins critiques ; et 57 % des décès survenus à l'hôpital avec Covid-19. Des chiffres similaires ont été rapportés par SPF.

Dans certains services d'urgence ou de réanimation, le constat diffère cependant. « Les décès actuels concernent essentiellement le variant Delta », estime Marc Leone et Frédéric Adnet. « Ceux qui meurent avec Delta ont

entre 55 et 70 ans, l'âge habituel des patients en réanimation, ajoute Marc Leone. Ils ont des comorbidités banales, quand ils en ont. Et décèdent des complications respiratoires du Covid-19 : on ne parvient plus à les oxygéner. » Ce sont aussi, souligne le praticien, « essentiellement des patients non vaccinés ».

Mais ces patients meurent-ils du Covid-19, ou bien « avec » le Covid-19 ? Difficile, à ce stade, de répondre. « On ignore la part des personnes mortes à cause du Covid-19 ou avec le Covid-19, indique Mahmoud Zureik, professeur d'épidémiologie et de santé publique à l'université de Versailles-Saint-Quentin, même si les premiers résultats suggèrent que la majorité de ces décès surviennent chez les patients hospitalisés pour Covid-19. » Les causes des décès sont souvent multifactorielles, surtout chez les personnes âgées, rappelle de son côté SPF.

## Beaucoup de facteurs de risque

Le profil des patients morts avec Omicron, de fait, pourrait différer de celui des morts avec le variant Delta. « Ce sont souvent des patients admis à l'hôpital pour un autre motif et qui, de plus en plus fréquemment, sont trouvés positifs pour Omicron », explique Marc Leone. « Le Covid-19 peut alors aggraver la maladie dont souffrent ces patients - drépanocytose, cédème aigu du poumon, bronchite chronique obstructive... », renchérit Frédéric Adnet. Au point de précipiter le décès, parfois, sans qu'on puisse faire la part de causes en jeu (maladie chronique, infection). Ce qui conduit parfois à le comptabiliser dans les statistiques des morts du Covid-19.

Selon Frédéric Adnet, les morts avec Omicron se caractérisent aussi par le fait qu'ils ont beaucoup de facteurs de risque (hypertension, diabète, obésité), « le principal étant de ne pas être vaccinés ». Mais un tout autre profil existe : « Des patients fortement immunodéprimés qui, même avec Omicron, développent des formes graves et décèdent », ajoute Marc Leone. ■

FLORENCE ROSIER

# Les négociations climatiques peinent à redémarrer après la COP26

La dynamique de Glasgow est entravée par les préoccupations nationales des principaux pollueurs mondiaux

Après une année 2021 marquée par un regain de l'action climatique, la crainte est grande que l'élan ne se dissipe et que les promesses restent lettre morte. Pour remobiliser les troupes, les Etats-Unis ont réuni virtuellement une vingtaine de grandes économies (Chine, Inde, Union européenne, Brésil, Japon, etc.), représentant 80 % des émissions de gaz à effet de serre, lors d'un Major Economies Forum sur l'énergie et le climat organisé jeudi 27 janvier. Les ministres ont échangé sur les progrès réalisés lors de la 26<sup>e</sup> conférence des Nations unies sur le climat (COP26), qui s'est tenue en novembre à Glasgow, et sur les « priorités et défis à venir » afin d'accélérer la lutte contre le dérèglement climatique.

« Le maître mot de cette réunion était la mise en œuvre des promesses et l'accélération. Tout le monde était d'accord autour de la table, mais on ne sait pas si les grands émetteurs vont accroître leurs efforts cette année », prévient un diplomate occidental requérant l'anonymat, qui appelle à « une vigilance extrême ». A Glasgow, les pays se sont engagés, entre autres avancées, à revoir leurs engage-

ments climatiques à la hausse dès la COP27, prévue en novembre à Charm El-Cheikh (Égypte), et à diminuer l'utilisation du charbon, la principale cause du réchauffement climatique.

Le pacte de Glasgow, aussi « historique » soit-il, risque cependant de rester « seulement des mots sur une page », a prévenu lundi 24 janvier le président de la COP26, le Britannique Alok Sharma, lors d'un discours au centre de réflexion Chatham House. Le monde n'est « pas sur la bonne voie » pour maintenir le réchauffement climatique à 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle, a abondé John Kerry, l'envoyé spécial des Etats-Unis pour le changement climatique, lors d'un événement organisé lundi par la chambre de commerce américaine et des représentants de l'Égypte. « Nous sommes en difficulté. J'espère que tout le monde le comprend. »

Depuis deux mois, les nuages s'amoncellent à l'horizon des négociations climatiques. Les Etats-Unis tentent coûte que coûte de maintenir une dynamique, « mais leur leadership est amoindri par leurs difficultés intérieures », note Lola Vallejo, directrice

## Le volontarisme affiché de Joe Biden se heurte au blocage, au Sénat, de son vaste plan Build Back Better

du programme climat de l'Institut du développement durable et des relations internationales.

Le volontarisme affiché du président Joe Biden se heurte au blocage, au Sénat, de son vaste plan Build Back Better, dont 555 milliards de dollars (497 milliards d'euros) doivent être consacrés à la lutte contre le changement climatique. Cet investissement, le plus important de l'histoire américaine pour le climat, est nécessaire pour permettre au deuxième pollueur mondial de tenir ses objectifs climatiques (entre -50 % et -52 % d'ici à 2030 par rapport à 2005).

L'Union européenne est elle aussi concentrée sur la complexe adoption de son paquet « Fit for 55 », un ensemble de législations

qui doivent lui permettre de réduire ses émissions d'au moins 55 % d'ici à 2030 par rapport à 1990. Relever ce chiffre d'ici à novembre reste très incertain. « Le G7, notamment l'UE, le Royaume-Uni, les Etats-Unis ou le Japon, a déjà significativement rehaussé son ambition l'an dernier. On n'a pas vu le même type d'efforts de la part des autres pays du G20, comme le Brésil, la Russie ou l'Indonésie, à l'exception de l'Afrique du Sud. On attend qu'ils aillent plus loin et que la Chine accélère », indique le diplomate occidental.

**Le mécanisme européen critiqué** Mais la Chine, premier pollueur mondial, n'est pas disposée à avancer seule. Des discours lundi, le président Xi Jinping a noté que les objectifs climatiques des pays ne doivent pas se faire au détriment de la sécurité énergétique et alimentaire ou de la « vie normale des gens ». La production de charbon y a atteint un record en 2021 et elle devrait encore augmenter jusqu'en 2024 au moins. « La Chine attend une symétrie. Elle juge qu'il est injuste de lui demander d'accroître ses objectifs, alors que les autres pays, comme les Etats-Unis, n'atteignent pas les

leurs », décrypte Li Shuo, spécialiste climat et énergie à Greenpeace Chine. Parmi les obstacles au renforcement de son action, l'expert cite la relation tendue avec les Etats-Unis ou encore le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières que l'Union européenne veut instaurer, perçu comme du protectionnisme. Mais la Chine pourrait « faire des progrès », juge Li Shuo, si elle se fixait un objectif absolu de réduction de ses émissions - ce qu'elle n'a pas encore - ou une cible spécifique pour le méthane.

Parmi les autres grands émetteurs dépendant du charbon, l'Inde, qui n'a pas encore soumis officiellement à l'ONU de nouveaux objectifs climatiques, temporeux en faisant valoir son droit au développement. Et certains mauvais élèves, comme l'Australie, avaient indiqué dès la fin de la COP26 qu'ils n'accroitraient pas leurs efforts cette année. Dans ce contexte géopolitique morose, aggravé par la crise de l'énergie, « nous faisons face à une contre-attaque à l'encontre de la transition écologique. Beaucoup de pays ne veulent pas qu'elle affecte la croissance », observe Laurence Tubiana, la directrice de la Fonda-

tion européenne pour le climat. Comment contourner cette difficulté ? A la COP26, les pays développés ont engagé 8,5 milliards de dollars pour aider l'Afrique du Sud à sortir du charbon. « Il faut voir si on peut répliquer ce modèle, avec l'Indonésie, le Vietnam voire l'Inde, sans oublier d'aider les autres pays, notamment africains, qui se sentent laissés pour compte et ont besoin d'accéder à l'énergie », prévient l'architecte de l'accord de Paris. La relève de l'ambition peut aussi passer par les engagements sectoriels, comme sur le méthane, la déforestation ou les véhicules électriques, abordés par la Major Economies Forum.

La rencontre de jeudi n'a en revanche pas abordé de front la question des finances, pourtant un moteur de l'action climatique, et notamment comment atteindre les 100 milliards de dollars par an promis par les pays développés aux pays en développement. Le sujet explosif des « pertes et dommages » a également été éludé, alors que les pays vulnérables demandent un financement spécifique pour ces dégâts irréversibles causés par le réchauffement climatique. ■

AUDREY GARRIC